

Bruxelles, le 7 mai 2018 (OR. en)

8600/18

RECH 159 COMPET 270

NOTE

Origine:	la présidence
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	Préparation du Conseil "Compétitivité" des 28 et 29 mai 2018
	Recherche et innovation dans le contexte du prochain cadre financier pluriannuel
	- Débat d'orientation

Les délégations trouveront en annexe une note de la présidence sur le thème de la "Recherche et innovation dans le contexte du prochain cadre financier pluriannuel", élaborée en vue du débat d'orientation qui aura lieu lors du Conseil "Compétitivité" du 29 mai 2018.

8600/18 zin/CD/ms 1

DG G 3 C FR

RECHERCHE ET INNOVATION DANS LE CONTEXTE DU PROCHAIN CADRE FINANCIER PLURIANNUEL

La recherche et innovation est généralement reconnue pour être un moteur de la prospérité. La capacité de l'Europe à innover et à diffuser des innovations dans l'économie et dans la société est, plus que jamais, une condition préalable du succès économique et de la cohésion sociale.

La recherche et innovation peut apporter des solutions pour relever les défis mondiaux auxquels nos sociétés sont confrontées, qu'il s'agisse de la décarbonation de nos économies, de l'impact des matières plastiques sur notre planète ou de la production de denrées alimentaires. Elle est d'autant plus importante aujourd'hui qu'une nouvelle vague d'innovation nous attend, alors que les technologies numériques associent de plus en plus les sphères physique et biologique. Cette nouvelle vague sera porteuse d'immenses possibilités et d'innovation qui stimuleront la croissance européenne. Elle s'accompagnera toutefois de difficultés et d'incertitudes, ainsi que du risque de voir l'Europe accuser du retard sur la scène mondiale ou échouer à garantir une répartition équitable des bénéfices entre les différentes composantes de la société.

Globalement, l'Europe est une locomotive de la recherche mondiale. Ne représentant que sept pour cents de la population mondiale, elle compte pour 20 % de l'investissement mondial en R&D et pour environ un tiers de toutes les publications scientifiques de pointe. Pourtant, l'Europe peine à traduire son excellence scientifique en percées et innovations révolutionnaires, qui sont nécessaires à ce niveau pour relever ces défis, et qui créent de nouveaux marchés et redéfinissent des secteurs industriels entiers. L'Europe souffre d'un recours insuffisant à la recherche et innovation. Nous avons du mal à soutenir la création et le renforcement des nouveaux champions de la technologie du $21^{\rm e}$ siècle.

Plusieurs faiblesses sous-tendent ces difficultés. L'investissement privé européen en R&D est faible¹ et le marché du capital-risque est sous-développé et fragmenté. L'échec et le risque sont trop souvent pénalisés et nous devons apprendre à mieux faire connaître l'importance de la recherche et innovation pour nos sociétés.

Avec 1,3 % du PIB, l'Europe se place derrière des pays tiers et partenaires commerciaux comme les États-Unis, le Japon ou la Corée du Sud (avec 2 %, 2,6 % et 3,3 % respectivement).

Au niveau national et régional, de nombreux États membres relèvent déjà ces défis en définissant en même temps leurs programmes de recherche et innovation et de soutien économique, et en fixant les conditions-cadres appropriées pour encourager non seulement la recherche, mais également l'innovation et leur adoption par le marché.

La proposition relative au prochain cadre financier pluriannuel (CFP) encourage l'investissement en recherche et innovation au niveau de l'UE, en particulier en réunissant les parties prenantes concernées par-delà les frontières et les systèmes nationaux. De manière tout aussi importante, la proposition de CFP insiste sur le lien entre la recherche et innovation et d'autres programmes et politiques de l'UE. Le Conseil a appelé de ses vœux l'établissement de telles synergies, tout récemment dans ses conclusions de décembre. C'est pourquoi la présidence se félicite de l'importance qu'accorde la proposition de CFP à ce lien.

La présidence estime également que le soutien à la recherche et innovation au niveau de l'UE au titre du CFP devrait refléter et souligner le fait que surmonter les obstacles et les difficultés recensés relève de la responsabilité conjointe de l'UE, des gouvernements nationaux, des entreprises et de la société civile. Nous devons tous ensemble continuer à renforcer nos points forts et redoubler d'efforts pour combler les lacunes qui subsistent et qui font obstacle à une innovation plus forte et plus efficace partout en Europe. Ces efforts collectifs devront s'appuyer sur les programmes et les actions pertinents au niveau des États membres, qui, à leur tour, les renforceront.

Dans ce contexte, les ministres sont invités à se pencher sur les deux questions suivantes:

- 1. Dans le contexte de la proposition relative au prochain CFP, comment pourrait-on, selon vous, renforcer l'intégration et l'impact de la recherche et innovation dans l'ensemble des politiques?
- 2. Dans le cadre du prochain CFP, comment la recherche et innovation peut-elle contribuer à répondre aux transformations majeures qui attendent les sociétés et les économies européennes?